

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 22/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TELEHOUSE EUROPE**

137 Boulevard Voltaire  
75011 Paris

Code AIOT : 0006513131

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement TELEHOUSE EUROPE implanté ZAC de Gomberville 1, Rue Pablo Picasso 78114 Magny-les-Hameaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TELEHOUSE EUROPE
- ZAC de Gomberville 1, Rue Pablo Picasso 78114 Magny-les-Hameaux
- Code AIOT : 0006513131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement TELEHOUSE de Magny-les-Hameaux est un centre de données classé sous le régime de l'autorisation pour la rubrique 3110 Combustion de combustibles dans des installations d'une

puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 20 MW.

**Thèmes de l'inspection :** Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6. III.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Sans objet
3	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6. I.	Sans objet
4	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6. I.	Sans objet
5	Equipements sous pression	Autre du 23/07/2020, article A.8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré l'entretien et la transmission préalablement à l'inspection d'une liste des équipements sous pression (ESP) ne répondant pas aux exigences de la réglementation et ayant laissé présager d'une exploitation d'ESP en méconnaissance des dispositions encadrant leur suivi en service, l'équipe d'inspection n'a pas relevé de non-conformité significative au cours de cette inspection. L'exploitant s'acquitte de ses obligations en matière de suivi en service de ses ESP. L'exploitant doit néanmoins s'assurer que les sociétés auxquelles il sous-traite l'exploitation et la maintenance de ses ESP emploient du personnel formé car l'absence de ce dernier n'a pas permis à l'équipe d'inspection de s'assurer de ce point.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches. Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction. II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.
<b>Constats :</b> L'exploitant explique être propriétaire des équipements sous pression (ESP) et faire appel à DALKIA, un prestataire multitechnique chargé du suivi de l'ensemble des équipements dont les ESP. DALKIA sous-traite chaque action de maintenance et de contrôle nécessaire (électricité, fluides frigorigènes, etc.). Pour les ESP, la maintenance courante est réalisée par la société NSL FACILITIES et les opérations de suivi en service (inspections et requalifications périodiques) sont opérées par l'organisme habilité TECNEA INSPECTION.  Aucune équipe de maintenance n'étant présente le jour de l'inspection, l'équipe d'inspection n'a pas pu contrôler que le niveau d'information et de compétence du personnel est suffisant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'Inspection des installations classées recommande à l'exploitant de s'assurer que le personnel des sociétés auprès desquelles il sous-traite le suivi en service de ses ESP soit suffisamment formé et compétent pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6. III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des ESP
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> En amont du contrôle, l'équipe d'inspection a demandé à être destinataire de la liste des équipements sous pression (ESP) de l'établissement. La liste qui a été transmise par l'exploitant ne correspondait pas aux exigences de l'inspection car elle ne faisait apparaître aucune des informations requises par la réglementation, cet écart laissait présager d'une situation dégradée du suivi en service des ESP. Au début du contrôle, l'exploitant a fourni à l'équipe d'inspection une nouvelle liste mais elle ne contenait toujours pas l'ensemble des éléments requis, à savoir, pour chaque ESP, sa typologie (tuyauterie, récipient, générateur de vapeur ou ACAFR) et son mode de suivi en service (avec ou sans plan d'inspection).  <b>Non-conformité n°20250708-NC-1 :</b> L'exploitant n'entretient pas une liste de ses ESP contenant les informations requises. L'exploitant doit compléter la liste de ses ESP avec les informations concernant la typologie des équipements et leur mode de suivi en service.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6. I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier d'exploitation – CLIMAVENETA n° 3220733
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : <ul style="list-style-type: none"><li>- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;</li><li>- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;</li><li>- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.</li></ul> Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour tous les équipements :</li><li>- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;</li><li>- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;</li><li>- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</li><li>- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection procède à un contrôle par échantillonnage des équipements sous pression (ESP) du site en sélectionnant dans la liste des ESP l'ensemble frigorifique de fabrication CLIMAVENETA n° 3220733, datant de 2011. Le dossier d'exploitation de l'ESP semble complet et la visite sur le terrain n'a pas permis de relever de non-conformité. L'équipement appartient à la catégorie III et contient un fluide de catégorie 2, ce qui lui vaut une périodicité de 4 ans et de 12 ans pour la réalisation respectivement de l'inspection et de la requalification périodique. L'équipe d'inspection constate bien dans le dossier la présence du rapport d'inspection périodique datée du 01/07/2025 et réalisé par la société NSL FACILITIES et du rapport de requalification périodique datée du 17/03/2022 et produit par l'organisme habilité TECNEA INSPECTION.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6. I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier d'exploitation – CLIMAVENETA n° 32012687
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : <ul style="list-style-type: none"><li>- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;</li><li>- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;</li><li>- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.</li></ul> Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour tous les équipements :</li><li>- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;</li><li>- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;</li><li>- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</li><li>- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection procède à un contrôle par échantillonnage des équipements sous pression (ESP) du site en sélectionnant dans la liste des ESP l'ensemble frigorifique de fabrication CLIMAVENETA n° 32012687, datant de 2011. Le dossier d'exploitation de l'ESP semble complet et la visite sur le terrain n'a pas permis de relever de non-conformité. L'équipement appartient à la catégorie III et contient un fluide de catégorie 2, ce qui lui vaut une périodicité de 4 ans et de 12 ans pour la réalisation respectivement de la requalification et de l'inspection périodiques. L'équipe d'inspection constate bien dans le dossier la présence du rapport d'inspection périodique datée du 01/07/2025 et réalisé par la société NSL FACILITIES et du rapport de requalification périodique datée du 17/03/2022 et produit par l'organisme habilité TECNEA INSPECTION.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Équipements sous pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 23/07/2020, article A.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Approbation du plan d'inspection
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le plan d'inspection est approuvé par un organisme habilité [...]
<b>Constats :</b> Les deux équipements CLIMAVENETA n°32012687 et 32020733 contrôlés par échantillonnage disposent d'un plan d'inspection ayant été approuvé par l'organisme habilité TECNEA INSPECTION à l'occasion de la dernière requalification de ces équipements intervenues le 17/03/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite